

# Le SP.a (Socialistische Partij anders)

Régis DANDROY

Le 13 octobre 2001, les membres du parti socialiste flamand SP adoptent en congrès à Gand un nouveau nom et un nouveau sigle pour leur parti qui devient le Socialistische Partij anders – Sociaal progressief alternatief (SP.a). Cette double appellation est révélatrice des tendances observées au cours de la dernière décennie dans ce parti, à savoir un discours rénovateur récurrent et une volonté de construire un grand mouvement de gauche, flamand et progressiste. Ces deux ambitions parallèles jalonnent son histoire récente, expliquant en grande partie les performances électorales, les participations au pouvoir, l'éphémère cartel électoral avec Spirit, le contenu des programmes électoraux ou encore le profil socio-démographique des électeurs et des membres du parti socialiste flamand.

Le parti socialiste flamand provient de la scission linguistique de l'historique parti socialiste belge (PSB) en une aile francophone – menant à la création du PS – et une aile flamande en 1978. Les socialistes flamands étaient minoritaires par rapport aux francophones, ce qui eut un impact non négligeable, notamment sur la sélection des dirigeants et élites ou la ligne idéologique et programmatique du parti. Le SP (Socialistische Partij), officiellement créé lors du congrès des 8 et 9 mars 1980, se départit peu à peu de l'influence de son « grand frère » francophone. Le mot *anders* (autrement) dans le nom du parti fait en partie référence à cette prise de distance par rapport à l'héritage historique du parti et ses liens avec son *alter ego* francophone. Cette différenciation des deux anciennes ailes linguistiques du PSB atteint son apogée en 2007 lorsque le PS choisit de participer à la coalition en place au gouvernement fédéral, tandis que le SP.a fait le choix de l'opposition.

Les évolutions sociétales qu'a connues la Belgique au cours des dernières décennies ont également obligé le SP.a à redéfinir sa base électorale et à se repositionner dans le paysage politique du nord du pays. Aussi symptomatique qu'il soit, le changement

de nom en 2001 n'est qu'une étape parmi de nombreuses autres vers un renouveau constant du parti, au niveau tant de l'idéologie que de la structure du parti et de ses liens avec l'électorat, la société civile, le mouvement syndical ou d'autres formations politiques. La revendication explicite et la recherche de changement, de renouveau et d'élargissement sont en quelque sorte devenus les *leitmotive* du parti. Au travers de la présentation des grandes caractéristiques – électorales, stratégiques, idéologiques, organisationnelles, etc. – du parti socialiste flamand, ce chapitre entend mettre en avant l'importance que l'objectif de « renouveau » représente aujourd'hui pour le SP.a.

### Historique et évolution récente

Depuis sa séparation avec l'aile francophone de l'historique PSB-BSP, les résultats électoraux du parti socialiste flamand sont restés – jusqu'en 1999 – relativement stables. Comme le montre le tableau 1, pendant plus de vingt ans le score du parti a oscillé entre 20% et 25% des voix dans les cantons flamands. L'année 1999 marque une rupture dans cette stabilité électorale mais elle n'a aucune influence sur la participation aux différents exécutifs : le SP.a reste partie prenante des coalitions en place dans les gouvernements fédéral, flamand et bruxellois. Néanmoins, cette défaite précipite la réorganisation interne du parti, entraînant – entre autres – un changement de nom et la création d'un cartel électoral.

**Tableau 1.** Résultats du SP/SP.a aux élections fédérales, Chambre des représentants (cantons flamands) et aux élections régionales (Parlement flamand) en %

	<i>Chambre</i>	<i>Parlement flamand</i>
1978	21,4	
1981	21,0	
1985	24,1	
1987	24,5	
1991	19,9	
1995	20,7	19,5
1999	15,1	15,0
2003	23,5*	
2004		19,7*
2007	16,3*	
2009		15,3
2010	14,6	

Source : résultats électoraux ; Cevipol. \* : en cartel avec Spirit.

### *Le « renouveau »*

Depuis sa création en 1978, le parti socialiste flamand n'a eu de cesse de mener une réflexion sur ses idées, ses structures et son mode de gouvernance interne. La quête de « renouveau », de lutte contre l'immobilisme a pris différentes formes – idéologique, démocratique, organisationnelle, etc. – mais est commune à quasi toutes les présidences du SP.a. Le parti est ainsi confronté à d'importants défis, auxquels il tente de répondre. Le premier est la perte graduelle de son électorat ouvrier traditionnel

suite à la transformation de l'économie et de la société belges, et la recherche de nouveaux électeurs. Le deuxième est lié à l'affaiblissement de l'engagement partisan que connaissent tous les partis belges et en particulier le SP.a. La solution à ces deux défis réside dans une ouverture idéologique, organisationnelle et politique à des membres et des électeurs en dehors de sa chasse gardée. Le troisième défi est lié à la structure pyramidale assez lourde du parti. Le poids important des fédérations – et dans une moindre mesure des sections locales et d'arrondissement – sur le fonctionnement du parti sera réduit. Enfin, le quatrième défi est celui de la démocratie interne, à savoir la mise en place d'organes plus ouverts et plus transparents et d'une plus grande participation de tous les membres à la vie du parti et à la prise de décision.

Dès 1979 et le lancement du mouvement Doorbraak, se profile sous la présidence de Van Miert un renouveau du parti, en termes idéologiques et d'ouverture surtout. La réforme des statuts qui suit (8 et 9 mars 1980) implique, outre un décumal des mandats et l'instauration de quotas pour la représentation des femmes et des jeunes, qu'il n'est plus nécessaire d'être membre du parti et de la mutualité socialiste pour exercer un mandat. Ces changements ont été introduits pour attirer des membres et des électeurs chrétiens. Le renouveau se poursuit sous la présidence Vandembroucke et mène à une révision des statuts lors du congrès des 13-14 juin 1992. Ces modifications visent à une plus grande participation des membres au processus de prise de décision interne et à la vie du parti via, par exemple, l'organisation de rencontres obligatoires avec les mandataires, à tous les niveaux, ainsi qu'un renforcement du contrôle des finances des fédérations et de la procédure disciplinaire. Une nouvelle révision des statuts a lieu sous la présidence de Tobback (congrès des 9-10 décembre 1995), introduisant l'élection directe du président de parti par tous les adhérents (à bulletin secret). Dans le même temps, il est décidé d'ouvrir les congrès à tous les adhérents, mais les délégués sont toujours les seuls à pouvoir voter. En outre, les délégués sont désormais désignés par les sections locales et non plus par les fédérations. Sous la présidence de Janssens, le renouveau prend en 2000 la forme d'une féminisation<sup>1</sup> et d'un rajeunissement des cadres du parti.

Le renouveau du SP.a ne concerne pas seulement l'adaptation des structures du parti, mais aussi sa plate-forme programmatique. Sa réactivité à l'évolution de la société s'est faite graduellement, se distinguant de plus en plus des points de vue adoptés par l'ancien PSB. Ainsi, les thèmes de la qualité de vie et de l'environnement trouvent un écho important dans le programme électoral du SP.a dès 1986, tandis que les débats autour du rôle de l'autorité, du fonctionnement de la démocratie, de la modernisation socio-économique, de l'éthique et même du post-matérialisme<sup>2</sup> se développent sous la présidence de Vandembroucke (1989-1994). En lieu et place des thèmes « ouvriers » traditionnels comme la politique industrielle, le droit social ou

---

<sup>1</sup> Un des premiers résultats visibles de cette politique fut la nomination en 2005 de Caroline Gennez, première présidente.

<sup>2</sup> Ainsi, en 1993, le programme du parti consacre l'importance d'une société solidaire dans de nombreux domaines non matérialistes prônant par exemple l'enseignement, la culture et la justice pour chacun.

l'anti-capitalisme<sup>3</sup>, le SP.a accorde au début des années quatre-vingt-dix de plus en plus d'attention à l'emploi, au pouvoir d'achat, aux revenus ou encore à la flexibilité du travail. Suite à la défaite électorale de 1999, la note publique du président Janssens *De nieuwe sp. Een strategie voor partijvernieuwing* (2000) introduit des enjeux tels que la mobilité. Ce renouveau idéologique se poursuit avec *Het groot onderhoud* (2002) et *Het ideeënfabriek* (2004) sous la présidence de Stevaert, autour de thèmes tels que la qualité de vie, l'énergie ou la globalisation. Le symbole de cette évolution idéologique se trouve dans le changement de nom du parti en 2001 : le nouveau nom fait une référence claire au SP tout en introduisant l'idée de changement.

Enfin, le parti socialiste flamand inscrit parmi ses priorités la collaboration et l'ouverture à d'autres mouvements, à d'autres tendances. Ainsi, la présidence de Janssens consacre le rapprochement avec d'autres partis comme Spirit ou Agalev, mais également avec d'autres mouvements, groupes de pression, ONG, associations, ou individus engagés. Le dialogue avec la société civile se voit renforcé, notamment dans le cadre du *groot onderhoud* (2002), et poursuivi dans les années suivantes. Enfin, après la défaite électorale aux fédérales de 2007, la direction du SP.a réalise une enquête sur cet échec et propose une nouvelle rénovation du parti pour en faire un « parti de réseau ». Ce nouveau parti rassemblerait tous les individus et associations qui entendent œuvrer à un changement social-progressif<sup>4</sup>. Cet objectif implique une valorisation des adhérents, des sections fortes (via un soutien aux présidents et secrétaires de sections, le cofinancement par le niveau national ou provincial de projets locaux, la professionnalisation des sections locales, etc.), un débat démocratique et des responsabilités claires.

### *Naissance du cartel sp.a-Spirit*

La volonté d'élargir la base électorale du parti et de se rapprocher d'autres tendances politiques existe depuis sa création. L'érosion constante de l'électorat ouvrier traditionnel impose une réorientation du parti vers d'autres catégories d'électeurs. Ainsi, dès la scission du PSB-BSP, le président du parti Van Miert et Luc Van Den Bossche tentent de rallier les progressistes chrétiens traditionnellement attachés au parti social chrétien. Cette stratégie d'appel aux progressistes chrétiens n'est pas un franc succès mais perdure néanmoins jusqu'au début des années quatre-vingt-dix et se concrétise par une série d'initiatives, dont le mouvement Doorbrak en 1979 ou l'inclusion sur les listes de candidats d'ouverture tels que le prêtre Jef Ulburghs en 1984.

Suite à la défaite électorale de 1999 et au changement de nom en 2001, l'ambition de construire un grand mouvement de gauche, flamand et progressiste trouve l'occasion de se réaliser. En effet, fin 2001, le parti régionaliste flamand Volksunie se scinde en deux entités politiques, Spirit et le N-VA. Spirit se rapproche du SP.a. car il partage un certain nombre de grands principes, mais aussi les deux premières lettres

<sup>3</sup> H. COFFÉ, P. STOUTHUYSEN, « De Belgische politieke partijen », in E. WITTE, A. MEYNEN (éd.), *De geschiedenis van België na 1945*, Anvers, Standaard Uitgeverij, 2008, p. 254.

<sup>4</sup> Note interne du SP.a, *SP.a van nu tot 2012*, 2008, p. 6.

de son nom avec le SP.a<sup>5</sup>. Le rapprochement est amorcé par le président de Spirit, Bert Anciaux, qui propose dès mai 2002 la création d'un cartel regroupant le SP.a, Spirit et l'ACW<sup>6</sup>. Si la direction du parti socialiste s'affirme rapidement en faveur de l'idée, les principales oppositions proviennent du sein même du parti régionaliste<sup>7</sup>. Cependant, la proximité des élections fédérales et la menace réelle de ne pas atteindre le nouveau seuil électoral de 5% font pencher la balance en faveur de la constitution du cartel. L'alliance est formalisée et acceptée par les membres des deux partis lors des congrès du 26 octobre 2002 pour Spirit et du 23 novembre 2002 pour le SP.a, avec respectivement 93% et 84,5% de votes en faveur du cartel.

Concrètement, cela signifie que les deux partis conservent des structures autonomes mais qu'ils mettent leurs forces politiques en commun. Le cartel présente des listes communes pour les élections fédérales de 2003 et 2007 et régionales et européennes de 2004 et adopte un rapport identique au pouvoir exécutif puisque les deux partis du cartel vont ensemble au gouvernement ou dans l'opposition. Enfin, une plate-forme commune est créée fin 2002 et des rapprochements programmatiques sont opérés, comme en témoigne le programme électoral commun rédigé pour les fédérales de 2007. Les premières conséquences politiques de la création de ce cartel se situent au niveau de la composition du gouvernement flamand. Spirit possédant deux portefeuilles dans ce gouvernement, il est contraint d'en abandonner un afin de préserver l'équilibre entre les partis (VLD, SP.a et Agalev). En partie pour cette raison, Anciaux démissionne du gouvernement flamand le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Il est remplacé par un VLD bruxellois, Guy Vanhengel, par ailleurs ministre régional bruxellois. Cependant, les compétences de Bert Anciaux concernant la culture et la jeunesse sont transférées à l'autre ministre Spirit, Paul Van Grembergen.

Pas moins de deux mois avant les élections fédérales de mai 2003, la direction du SP.a se trouve aussi remaniée. Le collège des bourgmestre et échevins d'Anvers se voit accusé de malversations financières et démissionne. Le président du SP.a, Patrick Janssens, décide d'occuper le siège de bourgmestre dans cette ville – dont il est conseiller communal – et est remplacé à la tête du parti par Steve Stevaert<sup>8</sup>, par ailleurs vice-président et ministre de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Énergie au sein de l'exécutif flamand. Le jeu de chaises musicales entraîne un nouveau remaniement ministériel au niveau du gouvernement flamand puisque Renaat Landuyt reprend la fonction de vice-président tandis que Gilbert Bossuyt reprend les compétences du portefeuille ministériel de Stevaert.

---

<sup>5</sup> Spirit signifie en effet *Sociaal, Progressief, Internationaal, Regionalistisch, Integraal-democratisch en Toekomstgericht*.

<sup>6</sup> E. VAN HAUTE, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite d'un parti ? », in P. DELWIT (éd.), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 243-264.

<sup>7</sup> Voir le chapitre relatif à la Volksunie dans cet ouvrage.

<sup>8</sup> Sa nomination à la présidence est confirmée lors des congrès du 29 mars et du 11 octobre 2003 où il obtient respectivement 97,6% et 95,5% de votes favorables.

### *Les élections de 2003 et 2004*

Les élections du 18 mai 2003 sont un succès retentissant pour le cartel SP.a-Spirit. Le cartel redevient ainsi, derrière le VLD, la seconde formation politique de Flandre et de l'ensemble du Royaume. Avec un score de 23,5% (+8,4 points de pour cent) à la Chambre dans les cantons flamands<sup>9</sup> (14,9% à l'échelle du pays), il approche son résultat record de 1987, à savoir 24,5%. Au Sénat, les résultats sont encore plus marquants puisque le cartel devient ni plus ni moins la première formation politique du Royaume avec 24,9% des voix. Il obtient ainsi 23 sièges à la Chambre (+9) et sept élus directs au Sénat, auxquels s'ajoutent trois sénateurs de communauté et deux sénateurs cooptés. Concernant les rapports de force internes entre les deux partis composant le cartel, l'accord initial prévoit qu'un candidat de Spirit soit en deuxième position sur toutes les listes. Cet accord permet au petit parti régionaliste d'obtenir cinq sièges de députés sur les vingt-trois obtenus par le cartel. La plupart des nouveaux électeurs du SP.a proviennent du parti écologiste Agalev. Sur les 272 000 électeurs qui ont quitté ce parti entre 1999 et 2003, pas moins de 204 000 ont voté pour le cartel SP.a-Spirit en 2003<sup>10</sup>. Les autres voix proviennent, dans une moindre mesure, de la Volksunie (48 000 électeurs), du CD&V (40 000 électeurs) et des nouveaux électeurs (79 000 électeurs).

Les conséquences politiques de cette victoire électorale sont immédiates. Le cartel participe au gouvernement fédéral regroupant les familles socialiste et libérale du nord et du sud du pays (SP.a, PS, VLD et MR). Le gouvernement Verhofstadt II est rapidement formé et, moins de deux mois après les élections, cinq ministres SP.a prêtent serment, accompagnés de Bert Anciaux (Spirit) à la mobilité. Johan Vande Lanotte devient Vice-premier ministre et ministre du Budget et des Entreprises publiques, Frank Vandenbroucke est chargé de l'Emploi et des Pensions, Freya Van den Bossche est ministre de l'Environnement, de la Protection des consommateurs et du Développement durable, tandis que Peter Vanvelthoven devient secrétaire d'Etat à l'Informatisation de l'Etat<sup>11</sup> et Anissa Tamsamani est en charge du secrétariat d'Etat à l'Organisation du travail et au Bien-être au travail<sup>12</sup>.

La victoire nette du cartel SP.a-Spirit aux élections législatives de 2003 est concomitante de la défaite désastreuse d'Agalev. En raison du seuil électoral de 5%, le parti écologiste flamand n'a plus aucun représentant au parlement fédéral. Stevaert propose alors à Agalev de rejoindre le cartel SP.a-Spirit et de créer un grand cartel réunissant toutes les forces progressistes et de gauche au nord du pays. Pour appuyer sa proposition, il offre, sur le quota du cartel, un siège de sénatrice cooptée à Jacintha De Roeck, sénatrice Agalev sortante. Néanmoins, les dirigeants du parti écologiste

<sup>9</sup> Et tout particulièrement au Limbourg : +13,8 points de pour cent.

<sup>10</sup> B. GOEMINNE, M. SWYNGEDOUW, « De verschuivingen in het stemgedrag 1999-2003 en 2003-2004 », in M. SWYNGEDOUW, J. BILLIET, B. GOEMINNE (éd.), *De kiezer onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen*, Louvain, Universitaire Pers Leuven, 2007, p. 57.

<sup>11</sup> Adjoint au ministre du Budget et des Entreprises publiques.

<sup>12</sup> Adjointe au ministre de l'Emploi et des Pensions. A. Tamsamani démissionne le 9 octobre 2003 en partie en raison de l'accusation d'avoir menti sur son diplôme universitaire dont se sont emparés les médias. Elle est remplacée par Kathleen Van Brempt.

voient cette proposition d'un mauvais œil, gardant à l'esprit les relations tendues entre les deux partis au sein du gouvernement Verhofstadt I et s'inquiétant des véritables intentions du président du SP.a.

A l'approche des élections régionales et européennes de 2004, le président du SP.a Stevaert réitère ses appels à Agalev, devenu Groen! en novembre 2003. Malgré quelques défections individuelles au profit du SP.a (dont Fauzaya Talhaoui ou Jo Vermeulen) et de palpables tensions internes, Groen! prend la décision de se présenter seul aux élections de 2004<sup>13</sup>. Même à Bruxelles, où les listes socialistes et écologistes se sont présentées en cartel en 1999 sous l'appellation SP.AGA, SP.a-Spirit et Groen! présentent des listes distinctes. Alors qu'il entendait disputer au VLD le leadership à la Région flamande, le SP.a enregistre une défaite relative aux élections régionales de 2004, qui le rétrograde à la place de quatrième parti de Flandre. Même si, par rapport aux précédentes élections régionales de 1999, le SP.a progresse (+4,7 points de pour cent et +5 sièges), l'éclatante victoire de 2003 est d'ores et déjà ternie. De plus, par rapport à 2003, le cartel SP.a-Spirit perd environ 160 000 électeurs. Juste retour de balancier, ceux-ci se dirigent principalement vers Groen! (93 000 électeurs) mais aussi vers le Vlaams Blok (59 000 électeurs) et le cartel CD&V-N-VA (29 000 électeurs)<sup>14</sup>.

Néanmoins, le cartel SP.a-Spirit rejoint les deux autres cartels électoraux – CD&V-N-VA et VLD-Vivant – dans les gouvernements flamand et bruxellois. Les deux ministres SP.a du gouvernement flamand sont Frank Vandenbroucke, Vice-ministre-président, et Kathleen Van Brempt, ministre de la Mobilité, de l'Economie sociale et de l'Egalité des chances, auxquels s'adjoint Bert Anciaux (Spirit) comme ministre de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et de Bruxelles. A Bruxelles, Pascal Smet reprend le portefeuille de la mobilité, auquel il ajoute les travaux publics. Les mises en place de ces exécutifs entraînent un nouveau jeu de chaises musicales avec l'entrée au gouvernement fédéral de Bruno Tobback qui reprend les compétences de l'emploi à Freya Van den Bossche et des pensions à Frank Vandenbroucke, de Renaat Landuyt à la mobilité et d'Els Van Weert (Spirit) à l'économie sociale et au développement durable en lieu et place de Bert Anciaux et Freya Van den Bossche.

Avant sa démission surprise de la présidence du SP.a en mai 2005, Stevaert lance un nouvel appel à toutes les forces politiques progressistes et de gauche en vue de former une seule entité politique. Son successeur<sup>15</sup>, Johan Vande Lanotte, poursuit dans cette voie en réaffirmant son attachement au cartel électoral formé avec Spirit et réitérant l'appel d'ouverture du SP.a envers Groen!. Cette succession à la présidence entraîne des changements dans l'exécutif fédéral avec un redécoupage des compétences des ministres socialistes<sup>16</sup> et l'entrée de Bruno Tuybens comme secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques. Les élections communales de 2006 sont

<sup>13</sup> A. TRÉFOIS, J. FANIEL, « L'évolution des partis politiques flamands (2002-2007) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1971, 2007, p. 37.

<sup>14</sup> B. GOEMINNE, M. SWYNGEDOUW, *op. cit.*, p. 61.

<sup>15</sup> En attendant l'élection de Johan Vande Lanotte à la présidence du parti en octobre 2005, l'intérim est assuré par Caroline Gennez.

<sup>16</sup> Freya Van den Bossche reprend le poste de Vice-première ministre et le Budget, Renaat Landuyt reprend les Affaires institutionnelles et la mer du Nord, et Peter Vanvelthoven devient ministre de l'Emploi.

une nouvelle occasion manquée de rapprocher le cartel SP.a-Spirit du parti écologiste flamand<sup>17</sup> : au contraire, le cartel tend à se relâcher lors de ces élections puisque, si le SP.a et Spirit se présentent ensemble aux provinciales, Spirit décide dans certaines communes de se présenter seul, voire en cartel avec Groen! ou la N-VA.

Les élections communales de 2006 voient ainsi le SP.a – en cartel avec Spirit et parfois avec Groen! – gagner dans 46% des communes, perdre dans 40,7% et obtenir le *statu quo* dans 13,3%<sup>18</sup>. Mais les résultats les plus révélateurs se situent dans les grandes villes puisque le parti progresse globalement dans 21 des 30 plus grosses communes<sup>19</sup>. En fait, plus une commune est importante, plus le résultat du SP.a y est significatif : il dépasse les 30% des voix dans six des dix plus grandes communes de Flandre mais obtient des résultats plus mitigés dans les communes de taille plus modeste. La progression du parti est particulièrement remarquable à Anvers, où il décroche 35,3% des voix ainsi que le mayorat. Il obtient le mayorat de six autres communes importantes (Gand, Ostende, Louvain, Hasselt, Saint-Nicolas, Saint-Trond, Beringen et Tirlemont)<sup>20</sup>.

### ***La défaite électorale de 2007 et la fin du cartel***

A l'occasion des élections fédérales de 2007, le cartel se présente uni pour la quatrième fois en moins de cinq ans. Mais les résultats ne correspondent pas aux attentes. Avec 16,3% des voix (-7,2 points de pour cent), le cartel devient le quatrième parti de Flandre et le sixième du Royaume ; il retombe à son résultat de 1999 (même nombre de sièges). Le cartel SP.a-Spirit perd sa première place dans presque toutes les villes flamandes à l'exception d'Anvers où Janssens limite les dégâts avec une perte de 5,2 points de pour cent. Par rapport à 2003, le cartel perd de nombreux électeurs au profit du cartel CD&V-N-VA (87 000), de Groen! (68 000), de la Lijst Dedecker (62 000) et du Vlaams Belang (43 000)<sup>21</sup>. Alors que le SP.a a profité de l'effondrement de Groen! en 2003 pour s'attirer des voix, Groen! ne profite pas de la même manière en 2007 de la défaite du cartel SP.a-Spirit. C'est donc la gauche flamande dans son ensemble qui est perdante à l'occasion de ces élections fédérales.

Les conséquences de cette défaite sont encore plus importantes pour Spirit, puisqu'il perd toute représentation à la Chambre et ne conserve qu'un sénateur, Geert Lambert. Certains ministres SP.a qui se sont présentés aux élections (Tobback, Vanvelthoven, Tuybens ou Landuyt) ont enregistré un mauvais score personnel, et leur bilan dans les différents exécutifs a été pointé du doigt comme cause potentielle de l'échec. Conséquence indirecte de ces résultats, Johan Vande Lanotte démissionne

<sup>17</sup> A. TRÉFOIS et J. FANIEL, « L'évolution des partis politiques flamands (2002-2007) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1971, 2007, p. 41.

<sup>18</sup> F. WILLE, K. DESCHOUWER, « Het beschermde dorp. Nationale tendensen bij gemeenteraadsverkiezingen », *Res Publica*, 49/1, 2007, p. 84-85.

<sup>19</sup> P. DELWIT, R. DANDROY, N. DE DECKER, « Les élections communales du 8 octobre 2006 en Belgique », *L'Année sociale 2006*, 2007, p. 19.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>21</sup> M. SWYNGEDOUW, « Het stemaandeel van de Vlaamse politieke partijen. Een analyse op basis van het postelelectorale verkiezingsonderzoek 2007 », *Rapport de recherche de l'ISPO*, CeSO/ISPO/2008-7, 2008, p. 10.

de son poste de président de parti <sup>22</sup>. Certains de ses détracteurs l'ont accusé d'avoir trop axé la campagne sur sa personne et pas assez sur le contenu et sur des thèmes classiques de gauche.

Les implications en termes de participation gouvernementale sont encore plus radicales puisque le Bureau de parti du SP.a opte pour l'opposition au niveau fédéral, tout en étant prêt à soutenir une éventuelle réforme de l'Etat depuis ses bancs. Cette décision est importante, en particulier après dix-neuf ans de participation ininterrompue au pouvoir fédéral <sup>23</sup>. Couplée aux conséquences financières de la défaite, elle pousse le parti à se séparer de près de 300 collaborateurs <sup>24</sup>. En effet, le parti doit se défaire de six cabinets fédéraux, cinq sénateurs et neuf députés. La moitié des collaborateurs étant détachés de l'administration, ces derniers retournent à leur occupation précédente.

Les événements s'accroissent pour le cartel au cours de l'année 2008. En effet, dès le 18 avril, Spirit change de nom et devient les VlaamsProgressieven (VI.Pro), transformant le cartel en SP.a-VI.Pro. Mais sitôt ce nouveau nom adopté, les pressions internes au parti régionaliste se font grandissantes – principalement menées par Geert Lambert – afin de se détacher du SP.a, et de mener son projet politique « libéral de gauche » de manière indépendante dès les élections régionales de 2009. La fin du cartel est consommée <sup>25</sup> et est confirmée par le Bureau de parti des VI.Pro avec près de 68% de votes favorables le 25 novembre 2008. Le cartel aura vécu près de six ans. Bert Anciaux (VI.Pro) refuse cette rupture et décide le 12 janvier 2009 de passer au SP.a. Il est suivi par de nombreux ex-parlementaires et élites du parti régionaliste, tels que Stijn Bex, Joris Vandenbroucke, Fouad Ahidar et Bart Caron. Bert Anciaux siégeant désormais au gouvernement flamand sous l'étiquette du parti socialiste flamand, la coalition en place devient donc CD&V – Open VLD – SP.a.

L'arrivée d'Anciaux au SP.a se négocie contre un changement de signification de l'acronyme du parti, de « *socialistische partij anders* » à « *socialisten en progressieven anders* ». Les oppositions internes à cette décision sont très fortes, notamment de la part de Freddy Willockx, Louis Tobback et Willy Claes, et le Bureau du parti décide finalement le 17 janvier 2009 de ne pas changer la signification de l'acronyme du parti mais seulement son slogan, qui de « *sociaal progressief alternatief* » devient « *socialisten en progressieven anders* ».

A l'occasion des élections régionales de juin 2009, le SP.a se présente seul devant les électeurs. Les résultats sont décevants et ne parviennent pas à dépasser la lourde défaite subie dix ans plus tôt au niveau des pourcentages (15,3%) comme des sièges (19). Cependant, grâce aux mauvais résultats de ses concurrents, le SP.a parvient

---

<sup>22</sup> Caroline Gennez, vice-présidente du SP.a, assure l'intérim jusqu'à la confirmation de sa position lors de son élection le 21 octobre 2007. Geert Lambert, président de Spirit, démissionne également suite à cette défaite.

<sup>23</sup> Depuis le gouvernement Martens VIII de 1988.

<sup>24</sup> W. DEWACHTER, « De vorming van twee federale regeringen : Verhofstadt IV en Leterme I(f). Of de onmacht van politiek België om zich opnieuw uit te vinden », *Res Publica*, 50/2, 2007, p. 150.

<sup>25</sup> Quelques jours plus tard, la présidente du SP.a annonce dans une conférence de presse que, selon une enquête interne menée par l'Université de Gand, seuls un tiers des membres du SP.a étaient satisfaits du cartel avec les VI.Pro (*De Morgen*, 2 décembre 2008).

à redevenir le troisième parti de Flandre tout juste derrière le Vlaams Belang et loin derrière le CD&V (22,9%), mais juste devant l'Open vld (15%) et la N-VA (13,1%). Aucun leader du parti socialiste flamand ne parvient à tirer son épingle du jeu puisque les éminences du SP.a se situent aux dixième et onzième places du hit-parade des voix de préférence<sup>26</sup>. De même, à l'Europe, Kathleen Van Brempt se classe dixième avec 146 992 voix. Le soir du scrutin, l'ancien président du SP.a, Steve Stevaert, annonce qu'il se retire de la politique.

Ce résultat en demi-teinte permet au parti de se maintenir dans la coalition en place au niveau flamand. Dans le nouveau gouvernement flamand réunissant le CD&V et la N-VA, le parti socialiste flamand obtient trois portefeuilles ministériels : Ingrid Lieten comme Vice-ministre présidente, Freya Van den Bossche au Logement, à l'Énergie, à l'Économie sociale et à la Politique des villes, et Pascal Smet en charge de Bruxelles et ministre de l'Enseignement, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse. Bien que deuxième parti néerlandophone de la capitale avec 19,5% des voix, le SP.a est relégué dans l'opposition.

Les résultats des élections fédérales anticipées de juin 2010 confirment le faible niveau des performances des socialistes flamands. Le SP.a décroche 14,6% dans les cantons flamands, redevenant le troisième parti de Flandre derrière la N-VA (27,8%) et le CD&V (17,3%). Les candidats socialistes ne sont pas non plus parmi les plus populaires puisque la première d'entre eux, Caroline Gennez, se classe douzième pour les voix de préférence en Flandre (41 284 voix). Au Sénat, la situation est légèrement plus favorable : le parti obtient 15,3% des voix et les candidats socialistes Johan Vande Lanotte et Frank Vandenbroucke se classent en sixième et septième position du hit-parade avec respectivement 188 811 et 177 663 voix. Ces résultats, ainsi que la victoire du parti frère socialiste au sud du pays, permettent au SP.a de participer aux négociations en vue de former un nouveau gouvernement fédéral et d'envisager de revenir pleinement au pouvoir.

### **Transformations du profil idéologique et principaux axes programmatiques**

Suite aux nombreuses tentatives de renouveau du parti, l'idéologie du parti socialiste flamand a beaucoup évolué, abandonnant des thèmes traditionnels, tels la politique industrielle, pour s'ouvrir à de nouvelles thématiques socio-économiques (qualité de vie, flexibilité du travail, revenus, etc.) ou post-matérialistes (mobilité, énergie, environnement, éthique, etc.). Néanmoins, les préoccupations programmatiques premières du SP.a tournent toujours de près ou de loin autour des matières sociales. Dans les années 1991-1999, les quatre principaux thèmes abordés dans les programmes électoraux pour les élections fédérales sont, dans l'ordre : la politique sociale, la santé, le bien-être et la politique d'emploi<sup>27</sup>. Le programme électoral de 2003 fait aussi la part belle aux matières sociales puisqu'elles couvrent pas moins de 45,5%

<sup>26</sup> Freya Van den Bossche avec 47 571 voix et Frank Vandenbroucke avec 46 490 voix.

<sup>27</sup> Les catégories relatives à l'exclusion sociale et à la pauvreté, ainsi qu'au logement occupent respectivement les septième et huitième places dans ce classement. K. DE SWERT, R. DANDOUY, M. NUYTEMANS, « Bijlage : overzicht van de agenda's », in S. WALGRAVE, L. DE WINTER, M. NUYTEMANS (éd.), *Politieke-agendasetting in België – Mise à l'agenda politique en Belgique (1991-2000)*, Gent, Academia Press, 2005.

de l'ensemble du programme et sont suivies, de fort loin, par les matières relatives à la sécurité, la justice et la police (11,2%), les questions internationales (6,9%), les matières économiques (6,7%), les infrastructures (transports et mobilité) (5,9%), la gouvernance et l'administration (5,7%) et les questions européennes (5,0%). Notons que les thématiques communautaires et de réforme de l'Etat ou les enjeux environnementaux ne couvrent respectivement que 0,7% et 2,6% du programme électoral. Plus récemment, l'analyse des programmes électoraux pour les élections fédérales de 2007 et 2010 et régionales de 2009 confirme ces priorités, sur lesquelles cette section s'attarde. Cette section met en outre l'accent sur une thématique peu présente dans les programmes mais essentielle pour comprendre le paysage partisan belge, à savoir les questions communautaires.

### *Emploi et enseignement*

L'emploi constitue un des thèmes centraux et même fondateurs du parti socialiste flamand. Lors de ses premiers congrès programmatiques, la question de l'emploi fut souvent liée à celle de la réduction de la durée du temps de travail et de l'opposition au travail à temps partiel. Au début des années quatre-vingt-dix, le parti abandonne peu à peu ces thématiques et se distancie du syndicat socialiste, pour se focaliser sur l'importance de l'emploi dans la société d'aujourd'hui. Il va jusqu'à renverser son point de vue, sur le travail à temps partiel surtout. Via le salaire, l'emploi est ainsi considéré comme le meilleur moyen de parvenir à un niveau de vie agréable et comme nécessaire pour le financement de la sécurité sociale. Le parti insiste sur les valeurs générées par le travail, telles que le respect, la réalisation de soi, la fonction d'intégration sociale, en particulier en ce qui concerne l'intégration des migrants.

Cette fonction du travail comme outil d'intégration dans la société est essentielle pour le parti. Chacun doit avoir un emploi, quels que soient son statut et ses origines. Ainsi le parti socialiste flamand met particulièrement l'accent sur la nécessité de renforcer le taux d'emploi des catégories de population défavorisées : les migrants, les travailleurs peu qualifiés, les travailleurs de plus de 50 ans, les femmes (principalement en ce qui concerne l'égalité des salaires et le « plafond de verre ») et les personnes avec un handicap. Afin de mettre davantage de personnes au travail – et surtout dans ces catégories – le parti prône une plus grande flexibilité du marché du travail. Pour le parti, il faut mieux équilibrer travail et temps libre, travail et famille, afin de tendre vers un *job op maat*<sup>28</sup>, en favorisant le travail à temps partiel, les interruptions de carrière, les congés parentaux, le télétravail, les formations au cours de la carrière, et en augmentant l'offre d'accueil dans les crèches.

Néanmoins, ces principes (intégration sociale via le travail, travail pour tous et plus grande flexibilité de l'emploi) doivent pour le parti aller de pair avec un renforcement de la sécurité et de la qualité de l'emploi. Dans les situations de crise économique ou de licenciements collectifs, le parti estime nécessaire de garantir l'emploi. L'Etat est pour lui responsable de cette sécurité d'emploi, de la qualité du travail via un salaire décent et des conditions de travail. Dans cette perspective, le parti accorde un rôle étendu à l'Etat, entre autres dans l'intégration des personnes défavorisées sur le

---

<sup>28</sup> Emploi sur mesure.

marché de l'emploi ou la recherche d'une meilleure adéquation entre les compétences développées au cours du cursus scolaire, universitaire et de formation continue et les pré-requis de certains emplois. Enfin, le parti socialiste flamand met l'accent sur l'importance du développement des emplois dans l'économie sociale et en ce qui concerne les indépendants.

Dans son programme électoral pour les régionales de 2009, le sp.a se présente comme étant « le parti des enfants ». Les politiques d'accueil de la petite enfance, de sécurité (par exemple aux abords des chaussées) ou encore de lutte contre la pauvreté y occupent une place importante. Mais un des points centraux de la plateforme programmatique de ce parti est l'enseignement. Pour le sp.a, l'égalité de tous les individus dans la société commence par l'égalité à l'école. Tous les enfants ont droit à une école de qualité indépendamment des inégalités manifestes (économiques, culturelles, linguistiques, etc.) entre les familles. Cette égalité est dès lors liée pour le parti au développement d'un enseignement spécialisé pour ceux qui en ont besoin et à un enseignement supérieur qui soit financièrement, culturellement et linguistiquement accessible à tous. Enfin, en phase avec le rôle que joue le travail dans l'intégration sociale, l'enseignement doit être en adéquation avec le marché de l'emploi et offrir une formation tout au long de la vie.

### *Santé*

La sécurité sociale est un des enjeux politiques les plus souvent associés aux programmes électoraux des partis socialistes en Belgique<sup>29</sup>. Néanmoins, si les débats autour de son financement et de sa régionalisation éventuelle occupent une place certaine dans les programmes des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix<sup>30</sup>, les priorités de campagne du sp.a tournent ensuite davantage autour des questions relatives à la santé et aux personnes âgées. En effet, la santé est perçue par le parti comme un droit pour tous. Afin d'augmenter l'accès à des soins de santé de qualité, différents outils sont proposés comme – dans le programme de 2007 – une facture maximale pour les soins à domicile ou un refus des suppléments dans les hôpitaux ou – dans le programme de 2009 – une adaptation du prix des prestations aux revenus. Plus particulièrement, le parti socialiste flamand met l'accent sur l'accessibilité (physique et financière) des soins de santé pour les personnes avec handicap et pour les personnes âgées via, par exemple, des soins à domicile. Autant que le travail des plus de 50 ans, l'accès aux soins de santé, à une mobilité à prix réduit et à un logement sont les pierres angulaires de la politique du sp.a en matière de troisième âge.

Outre l'accès aux soins, c'est tout le secteur de la santé qui, selon le sp.a, a besoin d'être revu. Pour le parti, l'investissement dans ce secteur passe par une meilleure politique dans la santé *a priori* via notamment des campagnes de prévention ou le développement de la médecine à l'école. Les soins de santé de première ligne et à domicile doivent être développés et le secteur de la santé dans son ensemble requiert

<sup>29</sup> R. DANDOY, L. DE WINTER, « L'analyse des programmes électoraux des partis », papier présenté à la *Conférence JDD*, atelier n° 3 « Comment gouverner la sécurité sociale ? Perspectives institutionnelles », Louvain-la-Neuve, 15-17 décembre 2005.

<sup>30</sup> S. GOVAERT, « Le Socialistische partij (sp) », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1997 (2<sup>e</sup> édition).

la présence de plus de personnel, tandis que l'innovation et la technologie doivent rester au cœur du développement de techniques de soins nouvelles – et moins chères. En ce qui concerne la régulation de ce secteur, le SP.a s'oppose fermement à un libre marché européen pour la santé tant que des directives européennes claires ne sont pas prises en la matière. De manière similaire, le parti défend le rôle central de l'Etat, en particulier en matière de prévention et de promotion de la santé.

Enfin, le SP.a met l'accent dans ses programmes sur deux autres pans des politiques sociales : les pensions et le logement. Le parti entend réformer le système de pensions afin qu'il remplisse un rôle social et que chacun ait droit à une pension juste, sociale et égale pour tous, indépendamment de l'emploi occupé auparavant, en ce compris pour les indépendants. Par exemple, le parti socialiste flamand propose que tout le monde puisse bénéficier d'une pension complémentaire. En matière de logement, le parti demande à ce que plus de logements abordables soient mis à la disposition de la population via la création de logements sociaux, l'instauration de stimulants pour l'acquisition de son propre logement ou par une régulation et un contrôle renforcé du marché locatif privé par l'Etat.

### *Europe et relations internationales*

Bien qu'il soit pro-européen, le SP.a estime que l'Europe actuelle est trop orientée « marché ». Pour le parti, la libéralisation et la concurrence ne sont pas capables de résoudre tous les problèmes, et une régulation indépendante des marchés financiers et bancaires, plus de transparence dans ces domaines sont nécessaires. Pour le parti socialiste flamand, l'Europe est sous-développée socialement et il faut désormais développer une Europe sociale et humaine. Le SP.a prône ainsi une stratégie européenne globale pour la croissance et l'emploi, basée entre autres sur la formation et l'enseignement, la stabilité des prix, l'aide aux entreprises et l'économie sociale. Une protection sociale ayant pour objectif l'égalité de tous les Européens est nécessaire, ainsi qu'une uniformisation à l'échelle européenne des salaires, des impôts, des négociations collectives et de la lutte contre la pauvreté. Parallèlement, l'Europe est pour le parti le terrain privilégié où mettre en œuvre une politique ambitieuse en faveur de l'environnement, aussi bien en ce qui concerne l'énergie que le changement climatique. Enfin, le SP.a estime que les institutions européennes doivent impérativement se démocratiser. L'unanimité est encore trop souvent requise au sein des processus de prise de décision et le rôle du parlement européen (mais aussi des parlements nationaux) doit être renforcé dans ses différentes missions législatives et de contrôle.

Le SP.a demande que les efforts soient redoublés en vue d'atteindre l'objectif des 0,7% du PIB dédiés à la coopération au développement. Ces efforts nécessitent entre autres une augmentation substantielle des budgets au niveau fédéral et au niveau des régions en la matière. Afin d'augmenter l'efficacité relative de l'aide, le SP.a entend réduire le nombre de pays partenaires et se focaliser sur certains secteurs prioritaires. Ainsi, pour le parti, il faut favoriser l'enseignement et la formation, la santé (comme la lutte contre le SIDA, la malaria, etc.) et l'agriculture, les aides orientées vers les catégories de la population les plus fragiles comme les enfants, les femmes et les personnes âgées.

### ***Réforme de l'Etat***

Avec Groen!, le parti socialiste flamand est le parti qui accorde le moins d'importance aux thèmes de la réforme de l'Etat et du conflit communautaire belge. Néanmoins, ce parti est loin d'être « belge » et s'aligne bien souvent sur les autres partis traditionnels flamands, comme en témoignent ses positions sur la communautarisation de l'enseignement dans les années quatre-vingt et sur la structure fédérale de l'Etat en 1995<sup>31</sup>. Plus récemment, le sp.a a prôné une « réforme sociale de l'Etat » permettant à terme de renforcer l'aide sociale dans tout le pays et de stabiliser la situation du financement de la sécurité sociale au niveau fédéral. Ce type de réforme implique de préserver la solidarité entre régions. Pour le parti, il est nécessaire de donner au fédéral, aux Communautés et aux Régions plus de compétences et de ressources financières afin de remplir leurs tâches et missions dans les matières sociales.

Les demandes de régionalisation accrue concernent principalement le marché de l'emploi, l'accompagnement des chômeurs ou encore les négociations avec les acteurs sociaux. D'autres domaines sont visés, comme la politique des grandes villes, la justice, la sécurité routière, l'énergie ou certains aspects de la politique de santé. Parallèlement à ces nouvelles compétences qui seraient acquises par la Flandre et aux investissements sociaux qui en résulteraient, le parti estime que de nouveaux moyens financiers sont nécessaires pour les Communautés et les Régions. Enfin, concernant Bruxelles, le sp.a est d'avis que la Flandre doit continuer à investir dans Bruxelles et renforcer sa collaboration avec cette région. Un refinancement de Bruxelles est également envisageable pour le parti, mais est conditionné à une réorganisation et une simplification en profondeur des institutions bruxelloises.

### **Schéma organisationnel du parti**

#### ***Structures***<sup>32</sup>

L'organe principal du sp.a est le Bureau du parti. Cet organe détermine la ligne politique du parti, le dirige et le représente à l'extérieur. Il applique les décisions prises par le Congrès et par le Conseil des présidents et secrétaires. Ses compétences recouvrent tout ce qui n'est pas explicitement réservé au Congrès et au Conseil des présidents et secrétaires. Il se réunit le lundi, une fois toutes les deux semaines. Plusieurs organisations existent officiellement au sein du parti et participent de manière régulière aux décisions prises en interne : le mouvement des jeunes sp.a (Animo), le mouvement des femmes sociales et progressistes (Zij-kant), ainsi qu'une association socio-culturelle (Curieus). Les deux premiers mouvements participent avec voix consultative au Bureau du parti, auxquels s'ajoute un représentant de la VFSG (Fédération flamande des pensionnés socialistes), le directeur du centre d'études du parti et un représentant des « seniors » (avec voix délibérative). Les représentants de la FGTB (au niveau national et au niveau flamand) et de la mutualité socialiste participent aussi aux réunions du Bureau du parti (avec voix consultative).

<sup>31</sup> S. GOVAERT, « Le Socialistische partij (SP) », *op. cit.*

<sup>32</sup> Pour plus d'informations sur les compétences et la composition des différents organes, voir les articles bisannuels consacrés à la morphologie du sp.a dans la revue *Res Publica*.

Aux côtés du Bureau, on trouve le Comité exécutif, responsable de la gestion quotidienne du parti et des campagnes électorales. Le Conseil des présidents et secrétaires, autrefois organe suprême du parti et aujourd'hui censé discuter des enjeux nationaux ayant un impact sur le niveau local, ne se réunit plus qu'occasionnellement.

Le président et le vice-président sont élus tous les quatre ans par tous les membres du SP.a. Le président est secondé dans sa tâche par un Secrétariat national qui gère le fonctionnement quotidien du parti, ses membres et organise les congrès et réunions. Le Congrès est l'organe le plus important du parti et s'organise chaque année sur deux jours dans le courant du mois d'octobre. Il est ouvert à tous les membres, qui peuvent alors participer aux débats thématiques et à la définition de la ligne politique du parti. Un Congrès administratif prend place tous les quatre ans : il approuve les rapports politique, financier et de fonctionnement et élit le président. Enfin, le service d'étude du parti socialiste flamand sert d'appui dans les réflexions, les débats, les prises de position et la préparation des dossiers à différents niveaux, dont notamment un soutien au travail législatif accompli dans les différentes assemblées.

### *Electeurs*

L'analyse du profil des électeurs du SP.a révèle certains enseignements intéressants. Si les électeurs du parti socialiste flamand ont, en termes d'emploi ou de niveau d'éducation, un profil qui correspond assez sensiblement à l'ensemble de la population, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'âge, le genre et la religion. Si l'électorat socialiste de 1999 est considéré comme vieillissant, celui de 2003 est fortement rajeuni<sup>33</sup>, en raison sans doute de l'arrivée des électeurs régionalistes du cartel et des électeurs en provenance d'Agalev. La pyramide des âges se rééquilibre quelque peu en 2007 même si les jeunes de 25 à 34 ans sont surreprésentés, au détriment des plus âgés (65-85 ans)<sup>34</sup>.

En ce qui concerne le genre, les femmes (54,4%) sont plus présentes que les hommes (45,6%) dans l'électorat du parti. En outre, la religion reste une variable pertinente. En effet, les électeurs du cartel SP.a-Spirit se composent, de manière sensiblement supérieure à la moyenne, de libres penseurs et de personnes ayant une religion autre que catholique, alors que le parti obtient relativement peu de succès auprès des électeurs catholiques pratiquants. Enfin, et de manière peu surprenante, les électeurs socialistes sont, par rapport à la moyenne des électeurs flamands, rarement membres d'une mutualité chrétienne alors qu'ils sont plus nombreux à être affiliés à une mutualité socialiste et au syndicat socialiste<sup>35</sup>.

L'analyse des enjeux des élections régionales de 2009 révèle que, pour les électeurs socialistes, le principal problème auquel est confrontée la Belgique est la

<sup>33</sup> B. GOEMINNE, J. BILLIET, M. SWYNGEDOUW, « Structurele en culturele determinanten van het stemgedrag. 1999 versus 2003 », in M. SWYNGEDOUW, J. BILLIET, B. GOEMINNE (éd.), *De kiezer onderzocht...*, op. cit., p. 13.

<sup>34</sup> M. SWYNGEDOUW, D. HEERWEGH, « Wie stemt op welke partij ? De structurele en culturele kenmerken van het stemgedrag in Vlaanderen. Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007 », *Rapport de recherche de l'ISPO*, CeSO/ISPO/2009-12, 2009, p. 7.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 8.

sécurité sociale (37,2%), suivi de la crise financière (31,4%) et de la question du chômage (13,6%)<sup>36</sup>. Les questions communautaires arrivent en fin de tableau avec 2,1%. En ce qui concerne l'idéologie et les valeurs sur lesquelles se fonde le choix de vote, les résultats montrent que les électeurs du cartel SP.a-Spirit sont, pour certains thèmes, proches de ceux du CD&V et de l'Open VLD, alors qu'ils sont proches de Groen! pour une série d'autres. En effet, les positions de l'électorat socialiste sont fort comparables à celles des deux autres partis traditionnels au niveau des indicateurs de complexité, d'autoritarisme, de méfiance, d'aliénation politique, de progressisme éthique et de répression<sup>37</sup>. L'électorat socialiste se rapproche de l'électorat écologiste sur d'autres indicateurs, affichant des positionnements plus favorables envers les étrangers, moins individualistes, plus post-matérialistes ou plus sensibilisés aux défis environnementaux que la moyenne de l'électorat. Enfin, l'électorat socialiste, sans surprise, se situe économiquement le plus à gauche (derrière le Vlaams Belang) et est le plus pro-belgicain.

### **Membres**

Entre 1980 et 2010, le SP.a a perdu près de la moitié de ses adhérents, passant de 113 922 à 53 616 membres. L'érosion des effectifs est lente mais continue. Le parti socialiste flamand qui, en 1980, compte près de deux fois plus de membres que son concurrent libéral, en possède près de 15 000 de moins en 2010. Alors que le nombre d'adhérents a augmenté dans certains partis (surtout dans les « nouveaux » partis comme Groen! ou le Vlaams Belang), le SP.a a perdu ce qui a pu constituer une de ses principales forces. Les liens distendus avec les organisations socialistes syndicales et de mutualité dès les années quatre-vingt ont sans doute joué un rôle déterminant dans ce domaine. De manière similaire, le taux d'adhésion des électeurs du SP.a, même s'il fluctue beaucoup en raison des aléas des victoires et des défaites électorales, décroît fortement pour passer de 15,7% en 1981 à 8,9% en 2010.

Le nombre de membres par fédération, à l'échelle des provinces<sup>38</sup> (auxquelles s'ajoute la fédération de Bruxelles) est assez variable. Les deux fédérations les plus importantes sont aujourd'hui Anvers (12 875 membres) et la Flandre orientale (11 655 membres). C'était déjà le cas en 1985. La fédération du Limbourg est celle qui a vu son nombre d'adhérents diminuer le moins (-26%) tandis que la fédération de Bruxelles est la plus modeste (1 016 membres en 2006).

<sup>36</sup> « PARTIREP Election Study », VUB, ULB, KULEUVEN, UA, 2009, [http://dev.ulb.ac.be/cevipol/dossiers\\_fichiers/partirep---fr.pdf](http://dev.ulb.ac.be/cevipol/dossiers_fichiers/partirep---fr.pdf)

<sup>37</sup> Pour plus de détails sur l'opérationnalisation et la définition de ces concepts, voir M. SWYNGEDOUW, D. HEERWEGH, « Wie stemt op welke partij ?... », *op. cit.*

<sup>38</sup> Les fédérations, autrefois structurées au niveau des arrondissements, ont été fusionnées au niveau des provinces en 1994, pour faire écho aux changements introduits par les accords de la Saint-Michel.

**Tableau 2.** Evolution de l'adhésion au SP/SP.a (1980-2010)

Année	Membres	Taux d'adhésion (m/v)
1980	113 922	
1981	116 730	15,7%
1982	114 181	14,5%
1983	111 002	
1984	108 500	
1985	104 089	11,8%
1986	101 865	
1987	103 778	11,3%
1988	97 785	12,7%
1989	99 112	
1990	94 760	
1991	97 919	13,3%
1992	93 351	
1993	89 085	
1994	83 956	13,1%
1995	80 582	10,6%
1996	77 695	
1997	75 816	
1998	74 058	
1999	75 838	12,9%
2000	67 641	12,2%
2001	63 898	
2002	59 686	
2003	61 637	6,3%
2004	62 779	7,9%
2005	60 842	
2006	55 599	7,6%
2007	53 814	7,9%
2008	52 431	
2009	51 641	8,2%
2010	49 345	8,9%

\* : en cartel avec Spirit.

Sources : « Morfologie van de Vlaamse politieke partijen », *Res Publica*, 1980-2007 ; J. ACKAERT *et al.*, « De gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006. Evolutie sinds 1976 », *Res Publica*, 49/2-3, 2007, p. 41 ; données recueillies par P. Delwit, renseignements fournis par le parti. Résultats électoraux : Cevipol.

Avec en moyenne 55% de membres masculins entre 2000 et 2006, le SP.a est – avec Groen! – un des partis les plus féminisés de Flandre. Au niveau de l'âge, le SP.a est le parti qui, avec le CD&V, compte la proportion la plus basse d'adhérents de moins de 35 ans (entre 10 et 15%, même si ce nombre s'est légèrement accru en 2000 et 2006)<sup>39</sup>. Une enquête interne du parti sur le profil et l'opinion politique de ses membres et réalisée en 2008<sup>40</sup> confirme que l'âge moyen de l'adhérent socialiste est très élevé (55 ans) et que 58% d'entre eux sont des hommes<sup>41</sup>. Par ailleurs, si 35,1% des membres sont libres penseurs, pas moins de 40,1% sont chrétiens ou catholiques.

<sup>39</sup> E. QUINTELIER, « Changing determinants of party membership in Flanders », papier présenté à la *Dutch-Belgian Political Science Conference*, Nijmegen, 29-30 mai 2008, p. 15.

<sup>40</sup> L'enquête a été réalisée sous la direction de P. Vander Weyden (U. Gent) auprès de 1 000 membres du SP.a sous forme d'interviews standardisés.

<sup>41</sup> Persnota SP.a, *SP.a ledenonderzoek*, 2 décembre 2008.

Néanmoins, le pilier socialiste tient toujours la première place chez les adhérents du SP.a puisque 81% d'entre eux sont affiliés à la mutualité socialiste et 81,9% des affiliés à un syndicat le sont à la FGTB. Parmi les travailleurs, les ouvriers représentent encore un tiers des adhérents, suivis par les employés (un tiers aussi) et les fonctionnaires (21,6%).

Le profil politique des adhérents révèle que près de 60% d'entre eux se positionnent au centre-gauche. Ceux qui se positionnent exclusivement à gauche forment ainsi une minorité. Les adhérents ont majoritairement (plus de 70%) un positionnement progressiste sur toute une série de questions éthiques. Les thèmes identifiés comme prioritaires sont tous liés de près ou de loin à la sécurité sociale : emploi, pensions, soins de santé et lutte contre la pauvreté. L'indépendance de la Flandre (3,8%) ne rencontre pas de succès auprès des adhérents socialistes bien qu'ils soient plus de la moitié à souhaiter plus de compétences pour les Communautés et les Régions. Enfin, si 75% des adhérents souhaitent poursuivre l'intégration européenne, les avis sont beaucoup plus partagés à propos des élargissements futurs de l'UE. Ils sont ainsi 37,5% à s'opposer à l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Enfin, on remarque l'adéquation entre la vision des membres et la politique menée par le parti. En effet, les candidats à la présidence proposés par l'appareil de parti ont toujours été acceptés (voir *infra*), et les congrès de participation (congrès au cours desquels sont votées les participations aux gouvernements fédéraux et régionaux) ont abouti à des scores importants en faveur de la participation aux exécutifs.

**Tableau 3.** Résultats des congrès de participation (1988-2009)

Année	Score en faveur de la participation (%)
1988	95%
1992	97,3%
1995	99,5%
1999	98,3%
2003	Unanimité
2004	Unanimité
2009	99,2%

### ***Leadership***

Durant ses vingt premières années, le parti socialiste flamand n'a connu que trois présidents (Karel Van Miert, Frank Vandebroucke et Louis Tobback), signe d'une certaine stabilité interne. Ce nombre s'accroît puisque pas moins de cinq présidents se succèdent durant la décennie suivante (Fred Erdman, Patrick Janssens, Steve Stevaert, Caroline Genez et Johan Vande Lanotte). Cependant, ces changements successifs ne sont pas de nature politico-idéologique ou causés par des conflits internes, à l'exception de la démission de Johan Vande Lanotte le 11 juin 2007 suite à la défaite électorale aux fédérales. Ces changements sont bien souvent à mettre sur le compte d'éléments pragmatiques, tels que les carrières personnelles, les interdictions de cumul de mandats ou les jeux de chaise musicale liés à un remaniement ministériel. Ainsi, Van Miert devient commissaire européen en 1989, Vandebroucke devient Vice-premier ministre en 1995 en remplacement de Willy Claes, Tobback devient

ministre de l'Intérieur en 1998, Janssens devient bourgmestre d'Anvers en 2003 et Stevaert devient gouverneur du Limbourg en 2005 <sup>42</sup>.

**Tableau 4.** Présidents de parti (1978-2009)

1978-1989	Karel Van Miert
1989-1994	Frank Vandebroucke
1994-1998	Louis Tobback
1998-1999	Fred Erdman
1999-2003	Patrick Janssens
2003-2005	Steve Stevaert
2005	Caroline Gennez
2005-2007	Johan Vande Lanotte
2007-2011	Caroline Gennez

Ces changements peuvent en partie s'expliquer par les réformes des structures internes du parti. En effet, les premières élections du président au suffrage universel des membres ont lieu en 1997. Auparavant, le président était désigné par le Congrès administratif <sup>43</sup>, par acclamation jusqu'en 1992 et la révision des statuts, et par bulletin secret par après <sup>44</sup>. Néanmoins, le SP.a lui-même considère cette succession de présidents comme un frein aux initiatives et au fonctionnement du parti <sup>45</sup>.

En général, il y a dans les instances de décision du SP.a autant de candidats que de places à pourvoir <sup>46</sup>. La procédure de nomination des présidents n'échappe pas à cette règle puisqu'il n'y a jamais eu de concurrence lors de l'élection du président du parti. La seule exception notoire est le duel entre le tandem Gennez – Van der Maelen et le tandem De Bruyn – Heirman en 2007. Après de vives discussions internes, la présidente *ad interim* Caroline Gennez remporte le scrutin avec 66,4% des voix.

**Tableau 5.** Résultat de l'élection du président de parti, 1978-2008

8-9 mars 1980	Karel Van Miert	Acclamation
8 mai 1982	Karel Van Miert	Acclamation
18 novembre 1984	Karel Van Miert	Acclamation
15 mars 1987	Karel Van Miert	Acclamation
14 janvier 1989	Frank Vandebroucke	Acclamation
20 avril 1991	Frank Vandebroucke	Acclamation
1993	Frank Vandebroucke	Acclamation
28-29 janvier 1995	Louis Tobback	88,5%
13-14 décembre 1997	Louis Tobback	83,9%
10 octobre 1998	Fred Erdman	98,0%
16 octobre 1999	Patrick Janssens	81,6%

<sup>42</sup> Fred Erdman ne se représente pas à la fin de son mandat en 1999.

<sup>43</sup> M. MAES, « De formele aanstelling van de partijvoorzitters in België, 1944-1990 », *Res Publica*, 1, 1990, p. 25.

<sup>44</sup> K. DESCHOUWER, *Organiseren of bewegen ? De evolutie van de Belgische partijstructuren sinds 1960*, Bruxelles, VUBPress, 1993, p. 125.

<sup>45</sup> Note interne du SP.a, *SP.a van nu tot 2012*, 2008, p. 4.

<sup>46</sup> S. GOVAERT, « Le Socialistische partij (SP) », *op. cit.*, p. 51.

13 octobre 2001	Patrick Janssens	82,5%
29 mars 2003	Steve Stevaert	97,6%
11 octobre 2003	Steve Stevaert	95,5%
15 octobre 2005	Johan Vande Lanotte	93,4%
21 octobre 2007	Caroline Gennez	66,4%

### *Liens avec d'autres organisations*

Historiquement, le parti socialiste flamand entretient des relations privilégiées avec toute une série d'organisations (syndicat, mutuelle, etc.) intégrées au « pilier » socialiste. Ces dernières sont consultées et participent ainsi indirectement à la prise de décision. S'il est difficile d'évaluer l'importance de ces relations et des influences réciproques, signalons néanmoins qu'il n'est pas rare que des dirigeants du parti socialiste flamand aient appartenu à ces organisations. Ainsi, par exemple la présidente du parti, Caroline Gennez, a été présidente du mouvement des jeunes socialistes (Animo) et Mia De Vits, élue au parlement européen et puis au parlement flamand (2009), est passée, en 2004, de la présidence de la FGTB au SP.a, tandis que Willy Claes (président de 1975 à 1977) a été très actif chez les jeunes socialistes et à la mutualité socialiste.

Cependant, le pilier socialiste s'étiole, s'éloignant de plus en plus de l'« action commune socialiste » qui rassemble le parti, le syndicat (FGTB), la mutuelle socialiste et les coopératives. Suite au renouveau idéologique, le profil « ouvrier » du SP.a s'est effacé au fil du temps, créant des tensions avec le syndicat. En effet, le syndicat socialiste a été pendant des décennies la principale source d'inspiration programmatique pour le parti socialiste belge. Mais le positionnement idéologique du SP.a a évolué, abandonnant des thématiques liées au secteur industriel et ouvrier<sup>47</sup> au profit de thèmes socio-économiques plus généraux (emploi, pouvoir d'achat, revenus, flexibilité du travail, etc.). La participation du parti aux gouvernements fédéraux des années quatre-vingt-dix et les décisions socialement douloureuses qui ont été prises afin d'atteindre les objectifs européens en matière budgétaire et de déficit public n'ont fait qu'accroître le sentiment d'abandon du syndicat par le parti. Néanmoins, le rapprochement du SP.a avec le syndicat et la mutualité socialistes est à l'ordre du jour, comme en témoigne le document *SP.a van nu tot 2012*<sup>48</sup> où le parti affirme qu'il est nécessaire d'entretenir des relations saines et de renforcer les collaborations constructives avec le syndicat et la mutualité socialistes, dont les représentants siègent toujours avec voix consultative au Bureau du parti.

En outre, dans la perspective de renouveau et d'élargissement entamée après la défaite électorale de 1999, le SP.a entend collaborer avec toutes les « forces progressistes » de la société et devenir un mouvement plus large. Pour ce faire, il entend se rapprocher d'autres mouvements qui partagent les mêmes objectifs sociétaux<sup>49</sup>. Preuve de cet élargissement, signalons par exemple l'arrivée au SP.a de personnalités

<sup>47</sup> La politique industrielle cesse dès 1995 de constituer un chapitre à part entière dans le programme du SP.a.

<sup>48</sup> Note interne du SP.a, *SP.a van nu tot 2012*, 2008, p. 13.

<sup>49</sup> *Beginselverklaring SP.a*, 2007, p. 18 ; Note interne du SP.a, *SP.a van nu tot 2012*, 2008.

comme Bruno Tuybens, ex-directeur d'Amnesty International Vlaanderen, au secrétariat d'Etat aux Entreprises publiques de 2005 à 2007.

### Position du parti dans le système politique fédéral

Le poids des relations du SP.a avec le parti issu de la branche francophone du PSB-BSP est resté très important même si les organes communs et les rencontres régulières entre les directions des deux partis ont peu à peu disparu avec le temps<sup>50</sup>. En effet, une certaine proximité idéologique et électorale associe ces deux partis et en fait des partenaires privilégiés pour toute négociation d'envergure nationale et tout gouvernement fédéral. L'analyse du contenu des programmes électoraux des deux partis socialistes – flamand et francophone – pour les élections fédérales indique que leur proximité idéologique reste assez forte entre 1991 et 2003. Même si cette proximité diminue au fur et à mesure des années et des élections, le SP.a est en 2003 idéologiquement plus proche du PS que des autres partis flamands<sup>51</sup>.

Les deux partis socialistes partagent souvent le même destin électoral, bien que le scrutin fédéral de 2010 ait contredit cette tendance. Ce destin électoral commun a pour conséquence de lier leur participation ou non-participation conjointe aux coalitions fédérales<sup>52</sup>. Le SP.a et le PS ont toujours été ensemble soit au gouvernement soit dans l'opposition au fédéral entre 1978 et 2007, et à la Région bruxelloise entre 1989 et 2009. L'année 2007 marque une rupture par rapport au principe de la symétrie au niveau fédéral et une confirmation de l'éloignement du principe de congruence entre les coalitions régionales et fédérales<sup>53</sup>. Ainsi, le SP.a est dans l'opposition au fédéral depuis 2007 et à la Région bruxelloise depuis 2009 alors que son parti frère francophone appartient à ces deux exécutifs. Les deux partis ont néanmoins toujours participé en parallèle aux gouvernements flamand, wallon et de la Communauté française depuis 1981 puisqu'ils ont toujours été au pouvoir à ce niveau, sauf entre 1985 et 1988.

L'analyse des coalitions permet d'identifier les partenaires privilégiés du parti socialiste flamand ou, à tout le moins, ceux avec lesquels il est parvenu à s'entendre sur la conclusion d'un accord de gouvernement. Depuis 1978, le SP.a a participé à pas moins de treize exécutifs fédéraux, douze exécutifs régionaux flamands et sept exécutifs bruxellois<sup>54</sup>. Au niveau fédéral, le partenaire privilégié est le CD&V (partenaire à dix reprises), suivi du VLD (trois fois), de la Volksunie (deux fois) et de Groen! (une fois). Au niveau régional flamand, le partenaire privilégié reste le CD&V (neuf gouvernements ensemble) suivi du VLD (sept fois), de Groen! (trois

---

<sup>50</sup> R. DANDROY, N. DE DECKER, « Peut-on encore parler de partis-frères en Belgique ? », in J.-B. PILET, J.-M. DE WAELE, S. JAUMAIN (éd.), *L'absence de partis nationaux : menace ou opportunité ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009, p. 26.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>52</sup> P. DUMONT, L. DE WINTER, « La formation et le maintien des gouvernements (1946-1999) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1664, 1999.

<sup>53</sup> P. DELWIT, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010 (2<sup>e</sup> édition).

<sup>54</sup> Pour une liste exhaustive de la composition des gouvernements aux niveaux fédéral et régional, voir le chapitre consacré à la formation du gouvernement.

fois), de Spirit (deux fois) et de la N-VA (une fois). Enfin, au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale, le schéma reste identique puisque le SP.a a participé à sept gouvernements aux côtés du CD&V, alors qu'il n'a été partenaire du VLD et de la VU que respectivement à cinq et deux reprises. Outre Spirit et le PS, les partenaires privilégiés du parti socialiste flamand sont donc le CD&V et, dans une moindre mesure, le VLD. S'il n'est pas étonnant de retrouver là deux partis dits « traditionnels » ayant un poids électoral certain et une expérience manifeste dans la conduite des gouvernements, il est plus étonnant que Groen!, parti qui a pourtant fait l'objet d'appels du pied répétés, ne soit pas souvent associé au SP.a au gouvernement. Sans doute des considérations pragmatiques, qu'elles soient politiques ou électoralistes, ont-elles pris le dessus sur la proximité idéologique avec le parti écologiste flamand.

### Conclusion

Le SP.a reste un parti de pouvoir. Ses nombreuses participations aux gouvernements fédéraux et sa présence continue au gouvernement flamand depuis 1988 l'attestent. Le SP.a est en outre un parti à ancrage local fort, surtout dans les grandes villes, y compris Bruxelles, comme en témoigne son succès électoral dans un certain nombre de communes. En revanche, les résultats électoraux du parti socialiste flamand sont plus faibles à l'échelle européenne, faute sans doute d'avoir pu y associer une personnalité connue des électeurs.

Jusqu'en 2007, la participation du parti aux différents exécutifs est souvent liée à la participation du parti socialiste francophone à ces mêmes gouvernements (ou dans une logique de congruence entre le gouvernement régional flamand et le gouvernement fédéral). Si le PS n'avait pas été aussi puissant électoralement au sud du pays, le SP.a n'aurait sans doute pas rencontré une telle constance et régularité dans sa participation aux différentes coalitions. Néanmoins, cette association au parti-frère francophone peut constituer un frein à l'autonomisation et à la reconnaissance électorale du SP.a. Dès lors, le parti tente de se distinguer idéologiquement du programme du PS, avec non seulement une certaine « flamandisation » du programme, mais aussi l'apparition de nouveaux thèmes spécifiques.

Deux tendances transversales ont été identifiées, à savoir l'élargissement de la base du parti à de nouveaux venus et le rapprochement avec d'autres mouvements ou formations politiques en vue de former un grand mouvement progressiste en Flandre. Toutes deux ont connu des fortunes diverses. Le SP.a est parvenu à élargir sa base ouvrière traditionnelle pour attirer de nouvelles catégories de population comme les jeunes, les individus à capital scolaire élevé ou encore les chrétiens. Néanmoins, comme en témoignent les résultats électoraux en dents de scie et les transferts de voix entre élections, le parti n'est pas parvenu à stabiliser cet électorat. Le recrutement de nouveaux adhérents se solde par un quasi-échec : le SP.a n'a pas réussi à enrayer l'érosion des effectifs et c'est le parti flamand qui a perdu le plus d'adhérents depuis sa création.

Enfin, le rapprochement avec d'autres formations n'a pas été davantage un succès. A l'exception de la victoire électorale de 2003, le cartel avec le petit parti régionaliste Spirit n'a pas répondu aux attentes. L'implosion médiatisée du cartel fin 2008, entraînant des transfuges vers le SP.a et l'écroulement électoral du parti régionaliste

en 2009, n'ont pas donné une image positive de la stratégie de rapprochement du SP.a. Les invitations souvent rejetées par le parti écologiste Groen! posent la question de la pertinence de la stratégie de création d'un grand mouvement progressiste de gauche en Flandre. Si les suites du scrutin régional de 2009 n'ont pas rapproché ces deux partis – puisque Groen! est dans la majorité à Bruxelles tandis que le SP.a y est dans l'opposition, et l'inverse à la Région flamande – les négociations pour la formation du gouvernement fédéral et la réforme de l'Etat lors de l'été 2010 les ont remis autour d'une même table.

